

Installation de l'Observatoire départemental de protection de l'enfance
Jeudi 6 octobre 2011 – Nice

Mesdames et Messieurs,

Assister simultanément au lancement de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance des Alpes-Maritimes et à la signature d'un protocole d'échange d'informations entre le parquet de Grasse et le Conseil général est la démonstration des bonnes relations qui existent entre la justice et le département en matière de protection de l'enfance. Je me réjouis donc d'être là pour en témoigner.

La politique, complète et efficace que mène la France en matière de protection de l'enfance, est mise en œuvre sur le terrain grâce à l'implication exemplaire de nos conseils généraux. Si le président du conseil général est le chef de file de cette politique au niveau du département, son engagement ne peut se concrétiser que grâce aux partenaires locaux qui concourent à la protection de l'enfance. Action éducative, sociale, sanitaire, judiciaire, les meilleurs moyens sont mis en œuvre pour l'enfance en danger. Et je salue ceux, qui sur le terrain, se mobilisent chaque jour pour répondre aux situations concrètes et difficiles qui leur sont présentées.

Je veux rendre hommage, cher Eric Ciotti, à votre implication, dans la recherche de meilleures réponses à l'enfance en danger, au sein du département des Alpes-Maritimes, et explorer des solutions nouvelles pour la protection de notre jeunesse.

En installant cet observatoire départemental, vous marquez un nouveau pas en faveur de la protection de l'enfance. Comme garde des Sceaux, je ne peux que me réjouir de cette initiative, qui favorise la collaboration entre tous les acteurs qui, au sein du département, y participent. La loi du 5 mars 2007 a conçu l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance, déclinaison locale de l'observatoire national de l'enfance en danger, comme un maillon stratégique dans la définition et le suivi des politiques locales de protection de l'enfance.

Placé sous votre autorité, monsieur le président du Conseil général, cet observatoire constituera un outil unique d'échange d'informations, d'analyse et de proposition pour travailler à toujours améliorer la protection de l'enfance en danger dans votre département.

En vous dotant d'un tel observatoire, vous avez choisi, par une démarche volontariste que je salue, de renforcer la capacité du département des Alpes-Maritimes à trouver des réponses toujours plus efficaces et adaptées en faveur des enfants victimes de maltraitance, ou en souffrance.

En effet, par sa fonction de centralisation de l'information et d'analyse des données, cet observatoire contribuera à améliorer l'intervention des différents acteurs impliqués : c'est par une meilleure connaissance des pratiques territoriales que nous serons à même de mener une politique plus cohérente et surtout mieux adaptée aux réalités du terrain. Les évaluations et les études menées par l'observatoire offrent aux décideurs locaux, mais aussi aux responsables nationaux, une vision précise et renseignée des difficultés et des accomplissements en matière de protection de l'enfance. Rien ne serait plus dommageable que de rester sur des schémas d'intervention mal adaptés voire inadéquats. Nous devons tirer les enseignements du terrain pour remédier aux difficultés, certes, mais aussi pour promouvoir les meilleures pratiques.

Réunissant tous les intervenants de la protection de l'enfance, l'observatoire départemental de la protection de l'enfance que vous installez aujourd'hui, est un formidable outil de coopération. L'enjeu est considérable : la densité du réseau d'acteurs impliqués pour l'enfance en danger fait la force de notre dispositif, mais toute rupture dans la transmission d'information compromet irrémédiablement son efficacité. Echanger, travailler ensemble, s'assurer que les différentes actions menées sont complémentaires, constitue un préalable indispensable à une intervention de qualité auprès des enfants et de leurs familles.

Cette volonté de travailler en bonne entente avec tous les acteurs locaux concernés par la protection des enfants en danger, vous la déclinez également pour la prise en charge des mineurs délinquants, qui d'ailleurs, sont souvent les mêmes.

La signature aujourd'hui du protocole d'échange d'informations entre le Conseil général des Alpes-Maritimes et le parquet de Grasse l'illustre parfaitement : en effet, sur la base des informations qu'il pourra solliciter auprès du parquet concernant un mineur condamné, et dès lors que la commission de l'infraction objet de la condamnation révélera une carence de l'autorité parentale,, le président du conseil général pourra proposer aux parents de ce mineur, un contrat de responsabilité parentale.

Enfin, je ne peux être ici sans évoquer votre esprit d'initiative en matière de protection de la jeunesse, Monsieur le député. Esprit d'initiative que votre proposition de loi instaurant un service citoyen pour les mineurs délinquants, adoptée hier soir, en première lecture, par l'Assemblée nationale, illustre parfaitement.. Je profite de l'occasion qui m'est aujourd'hui donnée pour vous dire tout l'intérêt de ce « *service citoyen* », qui viendra enrichir le panel des mesures à la disposition du juge des enfants. Ce dispositif complétera utilement les outils existants pour répondre à la délinquance de jeunes, qui sans avoir commis des actes très graves, ont franchi la ligne jaune. Le contrat de service en établissement public d'insertion de la Défense sera l'occasion de redonner à ces jeunes le cadre qui leur fait défaut ainsi que les moyens d'une insertion sociale.

Agir efficacement pour la protection de l'enfance constitue une priorité politique majeure.

Les situations sont diverses, elles sont complexes aussi et c'est parce que nous avons su bâtir un modèle qui tient compte de cette complexité, envisageant les dimensions sanitaire, sociale, éducative et judiciaire de la protection de la jeunesse, que nous pouvons, aujourd'hui, apporter des réponses efficaces et adaptées. Mais c'est par une vigilance permanente et un souci constant d'adapter ces réponses que nous pourrons encore renforcer la qualité de notre politique pour l'enfance en danger.

L'observatoire départemental que vous installez à présent dans les Alpes- Maritimes, est une pierre supplémentaire à cet édifice, et votre mobilisation, Mesdames,

Messieurs, pour le faire vivre et fonctionner sera assurément le meilleur gage de réussite pour l'avenir.